

Arrêt de la Cour (quatrième chambre) du 24 mai 2016 (demande de décision préjudicielle du Rechtbank Amsterdam - Pays-Bas) – Exécution d'un mandat d'arrêt européen émis à l'encontre de Paweł Dworzecki

(Affaire C-108/16 PPU) ⁽¹⁾

(Renvoi préjudiciel — Procédure préjudicielle d'urgence — Coopération policière et judiciaire en matière pénale — Décision-cadre 2002/584/JAI — Mandat d'arrêt européen — Article 4 bis, paragraphe 1 — Procédures de remise entre États membres — Conditions d'exécution — Motifs de non-exécution facultative — Exceptions — Exécution obligatoire — Peine prononcée par défaut — Notions de «citation en justice à personne» et de «notification officielle par d'autres moyens» — Notions autonomes de droit de l'Union)

(2016/C 260/16)

Langue de procédure: le néerlandais

Juridiction de renvoi

Rechtbank Amsterdam

Partie dans la procédure au principal

Paweł Dworzecki

Dispositif

- 1) L'article 4 bis, paragraphe 1, sous a), i), de la décision-cadre 2002/584/JAI du Conseil, du 13 juin 2002, relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres, telle que modifiée par la décision-cadre 2009/299/JAI du Conseil, du 26 février 2009, doit être interprété en ce sens que les expressions «cité à personne» ainsi que «informé officiellement et effectivement par d'autres moyens de la date et du lieu fixés pour ce procès, de telle sorte qu'il a été établi de manière non équivoque qu'il a eu connaissance du procès prévu», figurant à cette disposition, constituent des notions autonomes du droit de l'Union et doivent trouver une interprétation uniforme dans toute l'Union européenne.
- 2) L'article 4 bis, paragraphe 1, sous a), i), de la décision-cadre 2002/584, telle que modifiée par la décision-cadre 2009/299, doit être interprété en ce sens que ne satisfait pas à elle seule aux conditions énoncées à cette disposition une citation, telle que celle en cause au principal, qui a été notifiée non pas directement à l'intéressé, mais qui a été remise, à l'adresse de ce dernier, à une personne adulte appartenant à ce foyer qui s'est engagée à la lui remettre, sans que le mandat d'arrêt européen permette de s'assurer si et, le cas échéant, quand cette personne adulte a effectivement remis cette citation à l'intéressé.

⁽¹⁾ JO C 156 du 02.05.2016

Ordonnance de la Cour (deuxième chambre) du 23 mars 2016 (demande de décision préjudicielle de la Cour administrative d'appel de Paris - France) – Overseas Financial Limited, Oaktree Finance Limited/Ministre de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique

(Affaire C-319/15) ⁽¹⁾

(Renvoi préjudiciel — Non-lieu à statuer)

(2016/C 260/17)

Langue de procédure: le français

Juridiction de renvoi

Cour administrative d'appel de Paris